

Réaménagement intérieur de la salle Paul Lamm HAGONDANGE

PHASE 1 : équipement scénique, et restructuration des sanitaires

CCTP LOT 08: ELECTRICITES

ARCHITECTE : • ATELIER D'ARCHITECTURE DU PARC -
11 RUE DE GRAFFIGNY. 54000 NANCY
TEL: 03 83 40 69 34 F: 03 83 40 63 55. Email: aapa@wanadoo.fr

BET : • BSSI- Conseils : 8 rue Albert Einstein 54 320 MAXEVILLE,
TEL : 03 83 96 33 30 Fax : 03 83 96 87 60 -

• ACOUSTB, Agence Saint-Martin d'Hères et Agence Montreuil
TEL : 04 76 03 72 20

AVRIL 2016

AVRIL 2016

Code	Désignation
08.1	<u>PRESCRIPTIONS GENERALES</u>
08.1.1	<p>OBJET DES TRAVAUX</p> <p>Le présent document a pour objet la description et le positionnement des travaux et prestations du lot XX : ELECTRICITES à exécuter dans le cadre de l'opération :</p> <p style="text-align: center;">Réaménagement intérieur de la salle des fêtes Paul LAMM Place Jean Burger 57300 HAGONDANGE</p> <p>pour le compte de la ville de la Commune de HAGONDANGE</p> <p>Ce document a pour objet de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition sans aucune réserve pour l'exécution des ouvrages.</p> <p>L'Entrepreneur devra donc l'intégralité des travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux, ce descriptif n'étant pas limitatif.</p>
08.1.2	<p>CONSISTANCE DES TRAVAUX</p> <p>L'entrepreneur aura à sa charge tous les travaux spécifiques au corps de métier cité à l'article objet du marché et nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au parfait achèvement et au bon fonctionnement de la totalité de ses ouvrages qu'ils soient provisoires ou définitifs, - Au maintien des diverses servitudes avoisinantes (même provisoirement) et voirie- parking. Ces zones devront fonctionner normalement pendant toute la durée du chantier. <p>Ces travaux comprennent les dévoiements éventuels, les protections des ouvrages à proximité des travaux, les déplacements des diverses installations en fonction de l'avancement des travaux.</p>
08.1.3	<p>RECEPTION DES SUPPORTS</p> <p>Après exécution des travaux et avant intervention des autres corps d'état, il sera procédé à une vérification des ouvrages et à l'établissement d'un nouvel état des lieux, tous les défauts constatés seront à réparer immédiatement afin de permettre l'enchaînement des tâches suivantes. Tout retard sera pénalisé comme un retard survenu sur l'exécution des travaux dont les supports sont refusés.</p> <p>L'entrepreneur devra remédier aux défauts constatés sans supplément de prix.</p>
08.1.4	<p>AUTOCONTROLE</p> <p>L'entrepreneur prendra, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires à la mise en application d'un autocontrôle de l'exécution des ouvrages à réaliser.</p> <p>Il est tenu de désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, donner toutes instructions au personnel de son entreprise, assister aux rendez-vous de coordination et aux réunions de chantier.</p> <p>L'entrepreneur effectuera son autocontrôle à ses frais. Il devra en soumettre les modalités au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, ces derniers pouvant faire modifier les dispositions prévues par l'entreprise sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.</p> <p>L'entrepreneur fera éditer à ses frais les documents nécessaires à l'autocontrôle.</p>
08.1.5	<p>CONNAISSANCE DU PROJET</p> <p>L'Entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier de consultation, plans et C.C.T.P. de tous les corps d'état et s'assurer que sa proposition est complète et cohérente avec celles des autres corps d'état.</p> <p>Il signalera au Maître d'œuvre, dans une note annexe à son offre, les anomalies qu'il pourrait déceler.</p> <p>Il a obligation avant la remise de son offre, d'avoir pris connaissance des lieux par une visite approfondie du site et de ses abords afin de juger de l'importance de son offre. Aucune réclamation au cours des travaux ne pourra être prise en considération pour les difficultés des accès et des précautions à prendre.</p>
08.1.6	<p>ECHANTILLONS - PROTOTYPES</p> <p>Les échantillons des matériaux ou matériels à mettre en œuvre seront à faire parvenir pendant la période de préparation du chantier pour agrément. Ils seront expédiés franco-destinataire avec retour à la charge de l'entrepreneur.</p> <p>Chaque échantillon portera de façon indélébile, l'identification du matériel et de l'expéditeur.</p> <p>L'entreprise aura à charge de produire les échantillons demandés par le Maître d'œuvre, de même qu'elle devra réaliser les prototypes nécessaires au choix du Maître d'œuvre.</p> <p>Un double de l'échantillon sera exposé dans le bungalow de réunion sur le chantier, lors des travaux. Toute variante sera soumise à la même règle, afin d'obtenir l'agrément du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.</p>

Code	Désignation
08.1.7	<p>DEMARCHES ET AUTORISATIONS</p> <p>Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, ...etc. Nécessaires à la réalisation des travaux.</p> <p>Une copie de toutes correspondances et autres documents relatifs à des demandes et démarches devront être transmises au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, et à l'OPC.</p>
08.1.8	<p>PRESTATIONS DUES PAR LES ENTREPRISES</p> <p>Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition d'échantillons ou prototype ; - Tous les épuisements d'eau survenus en cours de travaux sans aucune indemnité ; - L'établissement des plans d'ateliers et de chantier (PAC) ; - La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché, - Tous les percements, saignés, rebouchages, scellements, raccords, etc... dans les conditions précisées aux documents contractuels, - La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ; - L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et leur évacuation en décharge agréée spécifique payante ; - La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages,...etc.. de leurs ouvrages en fin de travaux et après la réception, - La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître de l'Ouvrage à la réception des travaux (D.O.E.), - La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements (D.O.E) ; - Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, ...etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution contractuel du C.C.T.P ; - La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata. <p>Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus mais nécessaire à la réalisation parfaite et complète des travaux.</p>
08.1.9	<p>DOMMAGES AUX TIERS</p> <p>Il est entendu que pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception définitive, l'entrepreneur sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages et de toutes leurs conséquences préjudiciables de quelque nature que ce soit, résultant de tous les travaux effectués en suite du marché.</p> <p>Si le Maître d'ouvrage venait à être recherché directement par des tiers à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, l'entrepreneur supporterait seul définitivement et sans recours vis-à-vis du Maître de l'ouvrage toutes indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.</p>
08.1.10	<p>REPARATIONS ET REMISE EN ETAT</p> <p>L'entrepreneur étant responsable de toutes dégradations de quelque nature que ce soit, tous les frais de réparation et de remise en état seront à sa charge, que les travaux soient effectués par lui-même ou par un autre entrepreneur sur la demande expresse du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, notamment lorsque ces travaux demandent une compétence particulière ou présentent un caractère d'urgence.</p> <p>L'état des lieux effectué avant ouverture du chantier est considéré comme pièce contractuelle du présent marché et devra être contresigné par l'entreprise.</p>
08.1.11	<p>VERIFICATION DES QUANTITES DU C.D.P.G.F.</p> <p>Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F) établi par le Maître d'œuvre devra avoir été complété et vérifié par l'entrepreneur soumissionnaire qui supportera toutes les sujétions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement complet de ses ouvrages dans le respect des normes et des règlements sans pouvoir réclamer aucune indemnité complémentaire à la valeur de son marché.</p> <p>Il est rappelé que le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire établi par le Maître d'œuvre ne constitue pas une pièce contractuelle. L'entreprise ne pourra se prévaloir d'omissions, d'imperfections ou d'imprécisions, pour réclamer un supplément de prix pour des prestations qui n'y figureraient pas.</p> <p>L'entreprise devra sous peine d'élimination, indiquer clairement un prix unitaire, le produit de chacun des articles du C.C.T.P.</p>
08.1.12	<p>NETTOYAGE GENERAL ET FINITIONS</p> <p>Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté.</p> <p>L'entreprise attributaire devra le nettoyage hebdomadaire de ses gravats et débris. Ces gravats seront enlevés par ses soins et évacués en décharges agréée spécifique payante qu'elle aura choisies.</p> <p>Chaque entrepreneur aura à sa charge l'évacuation de ses gravats et déchets. Si la consigne de nettoyage n'est pas suivie d'effet, le Maître d'ouvrage fera réaliser les travaux par une tierce entreprise aux frais du défaillant.</p> <p>Des planchers :</p> <p>Chaque corps d'état est tenu de procéder à un nettoyage quotidien de sa zone de travail et à un gros nettoyage hebdomadaire des planchers (à ses frais) pour débarrasser les surfaces de leurs matériaux, matériels, ainsi que les déchets de plâtre, de mortier, des débris provenant de</p>

Code	Désignation
	<p>ses propres travaux.</p> <p>Des accès :</p> <p>Le nettoyage permanent et journalier des accès du chantier sur les voies publiques ou privées, ainsi que les abords, est à la charge de chaque entrepreneur. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier TCE, et de la remise en état éventuelle en fin de chantier des voies d'accès.</p> <p>Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'œuvre d'Exécution se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un balayage quotidien et un nettoyage hebdomadaire complet en sus des obligations des entreprises, restant dues, y compris enlèvement des gravois de tout le chantier, et ce, pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant portés au compte des entreprises responsables.</p> <p>En cas de persistance dans le refus ou le retard apporté au nettoyage du chantier et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par l'entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.</p>
08.1.13	<p>PLANS D'ATELIER ET DE CHANTIER " PAC "</p> <p>Les plans d'atelier et plans de chantier des ouvrages sont dus par les entreprises en 3 exemplaires.</p>
08.1.14	<p>MISSION DE COORDONNATEUR SANTE ET SECURITE</p> <p>Conformément à la loi 93.1418 du 31/12/1993 et à ses décrets d'application, l'attention de l'Entreprise est attirée sur les dispositions opérationnelles à prévoir : un P.P.S.P.S. devra être établi avant tout commencement de travaux sur la base du P.G.C. mis en place par le Coordonnateur. Ces dispositions sont applicables pour les titulaires, cotraitants et sous-traitants.</p>
08.1.15	<p>SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS</p> <p>L'entrepreneur doit, selon le planning des travaux et les phasages qui seront arrêtés par la suite, assurer l'organisation du chantier, conformément aux demandes du contrôleur de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>Conformément à la loi n° 93.1418 du 31/12/93 et au décret d'application n° 94.1159 du 26/12/94, le Maître d'Ouvrage a désigné pour la présente opération, un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>Il a en charge principalement l'organisation entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, de la coordination de leurs activités simultanées ou successives les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle, ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.</p> <p>Obligations générales de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect des mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs édictées par le Code du travail et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965. - Respect des consignes formulées par le coordonnateur et celles figurant en particulier dans le PGCSPS ; - Établissement d'un plan particulier sécurité santé (PPSS) et sa mise à jour en fonction des remarques du Coordonnateur ; - Visite préalable du site, avec tous les sous-traitants et les intervenants éventuels, avant toute intervention avec le Coordonnateur ; - Participation au collège interentreprises de sécurité et des conditions de travail (CISSCT) lorsqu'il est requis. <p>Échafaudages et plates-formes individuelles</p> <p>L'usage des échafaudages est régit par :</p> <p>Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur ;</p> <p>Les normes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EN 12811-1 Échafaudage sur pieds : exigences de performances et conception ; - EN 12811-2 Informations concernant les matériaux ; - EN 12811-3 Méthodes d'essai ; - EN 12810-1 Échafaudage de façade en composants préfabriqués : spécifications des produits ; - EN 12810-2 Échafaudage de façade en composants préfabriqués : méthodes particulières pour le calcul des structures ; <p>La notice technique du fabricant devra être conservée sur le lieu de travail.</p> <p>La note de calcul devra être remise au Maître d'œuvre.</p>
08.1.16	<p>LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT</p> <p>La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.</p> <p>Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entrepreneur de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipement dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ; - Chaque entrepreneur réclamera au Maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne

Code	Désignation
08.1.17	<p>exécution de ses prestations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaque entrepreneur devra se mettre en liaison en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ; - Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenantes sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ; - Tous les entrepreneurs seront tenus toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état. - A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements ou de plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux. <p>NORMES ET REGLEMENTS</p> <p>Outre les prescriptions techniques contenues dans le présent document, tous les ouvrages seront soumis aux règlements, spécifications techniques, documents techniques unifiés, règles de calculs et normes françaises en vigueur le jour de la signature du marché.</p> <p>Il sera obligatoirement prévu des matériels possédant le label NF lorsqu'il en existe.</p> <p>Les ouvrages devront être conformes aux normes et décrets en vigueur à la date de la soumission ainsi qu'aux règles de l'art et notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> - DTU 24.1 (P51-201) : Travaux de fumisterie * NF DTU 24.1 P1 (février 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux de fumisterie - Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils - Partie 1 : Cahier des clauses techniques - Règles générales (Indice de classement : P51-201-1) * NF DTU 24.1 P2 (février 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux de fumisterie - Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils - Partie 2 : Cahier des clauses techniques - Règles spécifiques d'installation des systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils raccordés dits de type B utilisant des combustibles gazeux (Indice de classement : P51-201-2) * NF DTU 24.1 P3 (février 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux de fumisterie - Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils - Partie 3 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P51-201-3) - DTU 68.1 (P50-410) : Installations de ventilation mécanique contrôlée * XP P50-410 (DTU 68.1) (juillet 1995) : Installations de ventilation mécanique contrôlée - Règles de conception et de dimensionnement (Indice de classement : P50-410) - DTU 68.2 (P50-411) : Exécution des installations de ventilation mécanique * NF P50-411-1 (DTU 68.2) (mai 1993) : Exécution des installations de ventilation mécanique - Partie 1: Cahier des clauses techniques (Indice de classement: P50-411-1) * NF P50-411-2 (DTU 68.2) (mai 1993) : Exécution des installations de ventilation mécanique - Partie 2: Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P50-411-2) - DTU 61.1 (DTU P45-204) : Installations de gaz dans les locaux d'habitation * NF DTU 61.1 P1 (décembre 2001) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 1 : Terminologie + Amendement A1 (août 2006) (Indice de classement : P45-204-1) * NF DTU 61.1 P2 (décembre 2001) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 2 : Cahier des clauses techniques - Dispositions générales + Amendement A1 (août 2006) (Indice de classement : P45-204-2) * NF DTU 61.1 P3 (août 2006) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 3 : Cahier des clauses techniques - Dispositions particulières hors évacuation des produits de combustion (Indice de classement : P45-204-3) * NF DTU 61.1 P4 (août 2006) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 4 : Cahier des clauses techniques - Dispositions particulières à l'évacuation des produits de combustion (Indice de classement : P45-204-4) * NF DTU 61.1 P5 (août 2006) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 5 : Aménagements généraux (Indice de classement : P45-204-5) * NF DTU 61.1 P6 (août 2006) : Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation - Partie 6 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P45-204-6) * Recommandations ATG B.84 (mai 1998) : Evacuation des produits de combustion, amenée d'air et dimensionnement des conduits de fumée à tirage naturel pour le raccordement des appareils de type B11 et des appareils à condensation de type B22 ou B23 - DTU 65.3 (P52-211) : Installations de sous-station d'échange à eau chaude sous pression * NF P 52-211-1 (DTU 65.3) (mai 1993) : Travaux relatifs aux installations de sous-station d'échange à eau chaude sous pression. Partie 1 : Cahier des charges + Amendement A1 (octobre 2000) + Amendement A2 (juillet 2006) (Indice de classement P52-211-1) * NF P 52-211-2 (DTU 65.3) (mai 1993) : Installations de sous-station d'échange à eau chaude sous pression. Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (indice de classement : P 52-211-2) * DTU 65.3 (DTU P 52-211) (avril 1968) : Installations de sous-station d'échange à eau chaude sous pression. Instructions relatives à l'aménagement des locaux. - DTU 65.4 (DTU P52-221) : Chauffage au gaz et aux hydrocarbures liquéfiés * DTU 65.4 (DTU P52-221/PTE) (février 1969) : Prescriptions techniques relatives aux chaufferies au gaz et aux hydrocarbures liquéfiés + Additif 1 (décembre 1971) + Additif 2 (septembre 1978) * DTU 65.4 (DTU P 52-221/PTE/ADD3) (novembre 1997) : Prescriptions relatives aux chaufferies gaz et aux hydrocarbures liquéfiés. Spécifications ATG B67.1 Conception, construction et installation des blocs de détente alimentation. Additif modificatif 3 - DTU 65.7 (P52-302) : Exécution des planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton * NF P 52-302-1 (DTU 65.7) (janvier 1986, mai 1993) : Exécution des planchers par câbles électriques enrobés dans le béton. Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (septembre 1999) (Indice de classement : P52-302-1) * NF P 52-302-2 (DTU 65.7) (mai 1993) : Exécution des planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton. Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P 52-302-2)

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> - DTU 65.9 (P52-304) : Installation de transport de chaleur ou de froid et d'eau chaude sanitaire entre productions de chaleur ou de froid et bâtiments * NF P 52-304-1 (DTU 65.9) (mai 1993) : Travaux de bâtiment. Installation de transport de chaleur ou de froid et d'eau chaude sanitaire entre production de chaleur ou de froid et bâtiments. Partie 1 : cahier des clauses techniques + Amendement A1 (octobre 2000)(indice de classement :P52-304-1) * NF P 52-304-2 (DTU 65.9) (mai 1993) : Installation de transport de chaleur ou de froid et d'eau chaude sanitaire entre productions de chaleur ou de froid et bâtiments. Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P 52-304-2) - DTU 65.10 (P52-305) : Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments. Règles générales de mise en œuvre * NF P52-305-1 (DTU 65-10) (Février 1990, mai 1993): Travaux de bâtiment. Canalisations d'eau chaude ou d'eau froide sous pression et canalisation d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments. Règles générales de mise en œuvre. Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (juin 1999) + Amendement A2 (octobre 2000) (Indice de classement : P52-305-1) * NF P 52-305-2 (DTU 65-10) (mai 1993): Canalisations d'eau chaude ou d'eau froide sous pression et canalisation d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments. Règles générales de mise en œuvre. Partie 1 : Cahier des clauses spéciales (indice de classement : P52-305-2) - DTU 65.11 (P52-203) : Dispositif de sécurité des installations de chauffage central concernant le bâtiment * NF DTU 65-11 P1-1(septembre 2007): Travaux de bâtiment. Dispositif de sécurité des installations de chauffage central concernant le bâtiment. Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P52-203-1-1) * NF DTU 65-11 P1-2 (Septembre 2007) : Travaux de bâtiment. Dispositif de sécurité des installations de chauffage central concernant le bâtiment. Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P52-203-1-2) - DTU 65.12 (P50-601) : Réalisation des installations de capteurs solaires plans à circulation de liquide pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire * NF P 50-601-1(DTU 65-12) (mai 1993): Travaux de bâtiment. Réalisation des installations de capteurs solaires plans à circulation de liquide pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire. Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (octobre 1998) ; Amendement A2 (octobre 2000) (Indice de classement : P50-601-1) * NF P50-601-2(DTU 65-12) (mai 1993) : Travaux de bâtiment. Réalisation des installations de capteurs solaires plans à circulation de liquide pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire. Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P50-601-2) - DTU 65.14 (P52-307) : Exécution des planchers chauffants à eau chaude * NF DTU 65-14 P1 (juillet 2006): Travaux de bâtiment. Exécution des planchers chauffants à eau chaude. Partie 1 : Cahier des clauses techniques. Dalles désolidarisées isolées (Indice de classement : P52-307-1) * NF DTU 65-14 P2 (septembre 2006): Travaux de bâtiment. Exécution des planchers chauffants à eau chaude. Partie 2 : Cahier des clauses techniques. Autres dalles que les dalles désolidarisées isolées (Indice de classement : P52-307-2) * NF DTU 65-14 P3 (septembre 2006): Travaux de bâtiment. Exécution des planchers chauffants à eau chaude. Partie 3 : Cahier des clauses spéciales. Dalles désolidarisées et autres dalles (Indice de classement : P52-307-3)
08.1.18	<p>ACOUSTIQUE DU BÂTIMENT</p> <p>Le projet est soumis aux arrêtés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignements. - Du 30 août pour l'application de l'article R 235-11 du code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail.
08.1.19	<p>REMARQUES IMPORTANTES</p> <p>Une attention particulière sera observée par l'Entreprise titulaire du présent lot, l'entrepreneur sera tenu de prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Nouvelles Normes d'accessibilité des personnes handicapées ; - La Notice de Sécurité du Permis de construire pour l'application de la réglementation sécurité incendie ; - Les notes d'étude du Bureau d'Étude Fluide relatives aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions.
08.2	<p><u>PRESCRIPTIONS PARTICULIERES</u></p>
08.2.1	<p><u>COURANT FORT</u></p>
08.2.1.1	<p><u>ECLAIRAGE</u></p>
08.2.1.1.1	<p>LUMINAIRE Type "A" Éclairage Sanitaires Spot LED</p> <p>Encastré LED 11,5 W encastré avec optique semi-extensive, bénéficiant de la technologie Cree "True White"™ avec rendement lumineux 600lm à CRI 92. Corps en aluminium injecté, adapté à un Ø100 – Découpe de 100 mm dans les plafonds de 1 à 20 mm d'épaisseur. Driver intégral, classe électrique I. Connexion par bornier sans vis 2 x 3 x 0,75 mm². Livré avec LED 3 000 K</p> <p>Dimensions : Ø110 x 102 mm Puissance totale : 11,5 W Poids : 0,4 kg</p> <p>De type Base LED Junior marque THORN ou techniquement équivalent</p> <p>Localisation : Sanitaires</p>

Code	Désignation
08.2.1.1.2	<p>LUMINAIRE Type "B" Éclairage Étanche LED</p> <p>Luminaire LED compact IP66, à l'épreuve de la poussière et de l'humidité. Électronique, non gradable. Classe électrique I, IK10. Corps : aluminium entièrement recyclable laqué blanc. Diffuseur : Polycarbonate (PC) avec prismes linéaires. Verrous : Acier inox. Pour un montage en plafonnier ou en suspension. Des étriers de fixation rapide en acier sont fournis pour une fixation en plafonnier. Autres kits de fixation disponibles au titre d'accessoires pour une suspension par chaîne ou caténaire. Équipé d'un kit de passage en coupure. Livré avec LED 4 000 K.</p> <p>Dimensions : 735 x 180 x 95 mm Puissance totale : 60,7 W Poids : 2,7 kg</p> <p>De type FORCELED marque THORN ou techniquement équivalent</p> <p>Localisation : Local CTA et Stockage</p>
08.2.1.2	<p><u>PHASE 2016 - CTA-Sanitaires</u></p>
08.2.1.2.1	<p>DÉPOSE</p> <p>L'entreprise du présent lot devra la dépose des éléments électrique situé dans le local CTA, C'est travaux comprendront les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coupure des alimentation caisson de ventilation - Dépose du tableau électrique - Consignation de l'alimentation principale du tableau CTA - Mise en décharge ou recyclage des éléments déposés <p>Localisation : Local CTA</p>
08.2.1.2.2	<p>TABLEAUX ELECTRIQUES CTA</p> <p>Le travaux comprendront l'installation d'un tableau électrique dans le local CTA comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 interrupteur en tête de tableau - Plusieurs disjoncteurs différentiels 30mA en tête de ligne - 4 Disjoncteurs tri 16A ventilateur CTA - 2 Disjoncteurs mono 10A par roue de récupération - 1 Disjoncteur de régulation 10A monophasé - 1 Disjoncteur 16A Éclairage - 2 Disjoncteur 16A pour PC - 2 Prises PC 16A 2P+T <p>De plus, ce dernier devra admettre une réserve de 30% et muni d'une porte à clé</p> <p>Localisation : Local CTA</p>
08.2.1.2.3	<p>TABLEAUX ELECTRIQUES SANITAIRES</p> <p>Raccordement depuis le TGBT principale</p> <p>L'entreprise devra la construction d'une tableau électrique comprenant à minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disjoncteurs différentiel 30mA - 2 Disjoncteurs 10A éclairage - 1 Disjoncteur Ballon électrique ECS - 2 Disjoncteurs Sèche Mains - 1 Disjoncteur PC 16A 2P+T - 1 Disjoncteur VMC <p>De plus, ce dernier devra admettre une réserve de 30% et muni d'une porte à clé</p> <p>Localisation : Local Stockage</p>
08.2.1.2.4	<p>APPAREILLAGE</p>

Code	Désignation
08.2.1.2.4.1	<p>LOCAL CTA</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 luminaires type "B" - 1 interrupteur simple allumage
08.2.1.2.4.2	<p>SANITAIRES HOMMES</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 PC 16A 2P+T - 1 Alimentation spécifiques sèche mains - 1 Alimentation spécifiques ballon ECS - 1 Alimentation spécifique VMC - 2 Détecteurs de présence - 7 Luminaires type "A"
08.2.1.2.4.3	<p>SANITAIRES FEMMES</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 PC 16A 2P+T - 1 Alimentation spécifiques sèche mains - 3 Détecteurs de présence - 7 Luminaires Type "A"
08.2.1.2.4.4	<p>STOCKAGE</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Interrupteur simple allumage - 4 Luminaires Type "B"
08.2.1.2.4.5	<p>LOCAL MENAGE</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Détecteur de présence - 1 Luminaire Type "A"
08.2.2	CHAUFFAGE ELECTRICITE
08.2.2.1	<p>RADIATEUR SANITAIRES</p> <p>L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement des appareils suivants :</p> <p>Le chauffage des sanitaire de scène sera assuré par des radiateur électrique possédant les caractéristiques suivantes.</p> <p>Puissance : 1 250 W Dimension : 74,2 cm x 44,0 cm x 11,3 cm Poids : 6,1 kg</p> <p>Il seront du type Aixance ECO CONSO de marque AIRELEC ou techniquement équivalents.</p> <p>Localisation : Sanitaires Hommes et Femmes</p>
08.2.3	COURANT FAIBLE
08.2.3.1	<u>SSI PHASE 2016 - Sanitaires</u>
08.2.3.1.1	<p>Système d'Alarme Incendie</p> <p>L'entreprise aura à sa charge la mise à niveau de l'équipement d'alarme autour des travaux réalisés, y compris module de communication entre nouveau matériel et ancienne centrale.</p>

Code	Désignation
08.2.3.1.2	Sirène L'entreprise aura à sa charge la fourniture, pose et raccordement de sirènes aux son conformes AFNOR NFS 32-001. Elles seront équipées d'un message préenregistré indiquant l'ordre d'évacuation. Le signal d'alarme devra être audible en tous points du bâtiment. Le câblage des sirènes sera réalisé en câblage CR1 2 x1,5 mm²
08.2.3.1.3	Flashes L'entreprise devra la fourniture, pose et raccordement de flash incendie dans les sanitaires afin de répondre au articles GN08 et MS64 de couleur rouge. Ils seront positionnés à 2.25 m du sol et devront être perceptibles en tous points des sanitaires. Il seront intégrés sur la ligne sirènes et câblés en câble CR1.

RECAPITULATIF
Lot n°08 ELECTRICITES

08.1 - PRESCRIPTIONS GENERALES

08.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

- 08.2.1 - COURANT FORT
- 08.2.2 - CHAUFFAGE ELECTRICITE
- 08.2.3 - COURANT FAIBLE

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur